

La crise d'identité de la gauche réformatrice européenne provient-elle de l'oubli de ses racines idéologiques? C'est le point de vue exposé par Sheri Berman, professeur au Barnard College (Columbia University). La social-démocratie serait une doctrine politique à part entière, née dans la première moitié du siècle, et aussi éloignée d'un marxisme tiède que d'un libéralisme économique « gauchi ». Redécouvrir son histoire permettrait de mieux envisager sa rénovation.

ÉTAT ET SOLIDARITE

QU'EST-CE QUE LA SOCIAL-DEMOCRATIE?

Antoine Colombani

Tirailée entre son besoin d'idéalisme et un principe de réalité qui la somme de s'adapter à la marche du monde, la social-démocratie européenne est en plein désarroi idéologique. Contrainte, lorsqu'elle est au gouvernement, d'épouser des évolutions économiques et sociales étrangères à ses cadres de pensée, elle semble avoir perdu toute spécificité et tout projet de société propre. La cause est entendue : ses principes traditionnels seraient impuissants face aux enjeux contemporains. Sheri Berman entend démentir ce constat, en retraçant minutieusement la genèse d'une doctrine spécifiquement sociale-démocrate au sein du mouvement socialiste européen entre 1890 et les années 1930 (son étude se limite en réalité à la France, l'Allemagne, l'Italie et la Suède). Ce courant, affirme-t-elle, « sort vainqueur de la grande confrontation idéologique du XXe siècle¹ ».

Pour l'auteur, la social-démocratie ne se confond ni avec le socialisme européen, ni avec l'un de ses modes institutionnels d'organisation (le lien parti-syndicat). Elle n'est pas non plus un simple réformatrice inspiré par les valeurs de la gauche, ou un programme politique particulier. Berman résume sa thèse en ces termes : « La social-démocratie est fondée sur la croyance en la primauté du politique et de la solidarité². » Elle soumet les forces économiques à des principes et objectifs issus de la délibération démocratique, et vise à reconstruire par des moyens politiques la cohésion sociale mise à l'épreuve par la modernité. Appliquant au XXe siècle européen une grille de lecture inspirée de Karl Polanyi³, Berman interprète l'ordre économique et social de l'après-guerre, dans lequel elle voit l'émanation des idées sociales-démocrates, comme la « solution » aux tensions entre la démocratie et un capitalisme qui soumet la société aux forces de dislocation du marché.

Hendrik de Man et le « planisme »

Hendrik de Man, fondateur du courant planiste, reste une figure controversée. Ce dirigeant du Parti ouvrier belge est l'auteur d'une œuvre théorique traduite dans toute l'Europe. Publié en 1926, La psychologie du socialisme est un ouvrage révisionniste qui emprunte à la fois à Bernstein, pour l'analyse économique et sociale, et à Sorel, pour l'insistance sur le « contenu émotionnel » du socialisme. Pour de Man, le socialisme doit être « une synthèse mettant les incitations de la concurrence et l'augmentation constante de la productivité humaine que nous devons au capitalisme au service des idéaux de liberté, d'égalité des droits et des chances et de solidarité universelle que nous devons à la démocratie ». Son Plan du travail de 1933 a une influence considérable sur l'ensemble du continent : c'est un nouveau socialisme dans lequel « l'essentiel n'est pas la propriété mais le contrôle » de l'état sur l'économie.

Ces préoccupations rejoignent celles exprimées au même moment par les « néosocialistes » menés par Pierre Renaudel, Adrien Marquet et surtout Marcel Déat. Dans ses Perspectives socialistes puis au Congrès de la Mutualité en 1933, le futur leader collaborationniste du Rassemblement national

populaire défend le triptyque suivant pour contrer le fascisme : « ne pas se couper de la démocratie » (en n'hésitant pas à s'allier avec les radicaux et à participer au gouvernement), « ne pas se couper des classes moyennes », « ne pas se couper de la nation ». Les débats de l'époque portent surtout sur la possibilité d'exploiter les « régimes intermédiaires » entre le capitalisme et le socialisme, dans lesquels sont inclus confusément les politiques du docteur Schacht, le dirigisme mussolinien et le New Deal de Roosevelt. Sous l'occupation, de Man demandera aux Belges d'accepter le nazisme comme la « forme allemande du socialisme».

Selon certaines analyses, on peut déduire du socialisme d'Hendrik de Man et Marcel Déat leur conversion au nazisme sous l'occupation. Pour Zeev Sternhell, « chez de Man, les problèmes psychologiques, émotionnels et affectifs prennent le pas sur les questions économiques » : « on peut ainsi, en satisfaisant les besoins psychologiques des travailleurs, se dispenser de s'attaquer aux problèmes structurels ». On peut toutefois tout autant voir en de Man un authentique précurseur des politiques sociales-démocrates de l'après-guerre. Paul-Henri Spaak note dans ses mémoires : « Ses erreurs, qui furent grandes [...], ne peuvent m'empêcher de dire qu'il est le plus authentique penseur socialiste du XXe siècle. » Donald Sassoon souligne que les arguments doctrinaux de Déat dans les années 1930 ne diffèrent pas de ceux d'un Bernstein ou, plus tard, d'un Anthony Crosland (le théoricien de l'aile réformiste du Labour des années 1950). Enfin, on peut noter l'empreinte des idées planistes jusqu'à la fondation du PSU, qui adopte un programme de planification en 1963. Outre Pierre Mendès-France, y participe André Philip, le principal introducteur des idées d'Hendrik de Man en France.

A. C.

Les fondements théoriques

La social-démocratie plonge ses racines dans la tradition du « révisionnisme démocratique » d'Eduard Bernstein, qui se construit sur une double opposition : d'abord au libéralisme économique qui place sa foi dans le marché autorégulé et les lois naturelles de l'économie, ensuite au marxisme orthodoxe qui affirme tout autant la soumission du politique aux forces économiques. Cette orthodoxie, dominante au sein de l'Internationale⁴, est essentiellement l'œuvre d'Engels et de Karl Kautsky, qui ont accentué les aspects scientifiques et déterministes de l'œuvre de Marx. Fondée sur les deux piliers du matérialisme historique et de la lutte des classes, elle postule la chute prochaine et inévitable du capitalisme. Dans le contexte de la Grande dépression des années 1880, ces prédictions apparaissent crédibles. Le « kautskysme » a l'avantage d'offrir au mouvement ouvrier une version vulgarisée du marxisme, fondée sur des idées simples facilement assimilables, et apporte le réconfort de la fatalité de l'avènement du socialisme. Mais son corollaire est que le parti n'a pas vocation à conduire cette transition : le parti social-démocrate SDP est certes « un parti révolutionnaire, mais pas un parti destiné à faire la révolution », laquelle « n'est pas en notre pouvoir⁵ ».

La contestation de l'orthodoxie qui se développe dans les dernières années du XIXe siècle est liée à deux facteurs essentiels : d'une part, les partis socialistes gagnent en importance et sont incités à prendre leurs distances avec la passivité que recommande la doctrine; d'autre part, et surtout, le capitalisme retrouve de sa vigueur dans les années 1890. C'est l'époque de la « première mondialisation », portée par une vague d'innovations technologiques et un développement sans précédent des échanges commerciaux et des flux de capitaux⁶. Les prophéties marxistes -la paupérisation de la classe ouvrière, la disparition des petites entreprises et exploitations agricoles, la fin des classes moyennes, etc. - sont démenties par les faits. Dans le même temps, la question sociale n'a rien perdu de son acuité. Les socialistes peuvent-ils rester inactifs alors même qu'ils disposent d'un véritable poids politique ? La question des alliances avec les « partis bourgeois », et plus largement de la coopération entre classes, est posée dès cette époque. L'opportunité d'un compromis avec les

paysans, vouée aux gémonies par les orthodoxes qui défendent l'idée d'un strict « parti de classe », est particulièrement discutée.

Ces débats qui agitent l'Internationale au tournant du siècle amorcent l'évolution vers la social-démocratie. Pour Berman, celle-ci commence en France, où la démocratie est déjà installée et où la population rurale reste importante. Le POF de Jules Guesde inaugure le « socialisme municipal » au prix, déjà, d'un gouffre entre le discours et les actes. Surtout, l'affaire Dreyfus ancre l'attachement aux droits de l'homme et à la République, même « bourgeoise », d'une partie importante du socialisme français. Mais le véritable défi doctrinal vient d'Allemagne⁷, où Eduard Bernstein inaugure le « révisionnisme démocratique ». Bernstein observe que la richesse sociale augmente, que le capital est plus dispersé, que les classes moyennes se développent - bref, que la structure sociale se différencie et se complexifie. Loin de courir à sa perte, le capitalisme fait preuve d'une « adaptabilité et [d']une flexibilité croissantes⁸ », ainsi que d'une grande capacité à surmonter les crises. Dès lors, « la voie vers le socialisme passe par l'ascension sociale et non la paupérisation du prolétariat⁹ ». Si le socialisme n'est pas inévitable, il n'en reste pas moins désirable : les socialistes doivent formuler des « propositions positives de réformes à même d'enclencher des changements fondamentaux », visant « non à faire décroître, mais à accroître la richesse sociale¹⁰ » et à réaliser le socialisme « étape par étape ».

Comme l'ont justement vu ses adversaires, la prétention de Bernstein à une simple rénovation du marxisme à partir des nouvelles tendances économiques et sociales masque une véritable rupture. Pour lui, la démocratie est « à la fois un moyen et une fin. C'est une arme dans la lutte pour le socialisme et la forme dans laquelle le socialisme sera réalisé¹¹ ». D'une part, le suffrage universel et l'action parlementaire remplacent la lutte des classes, dont ils constituent une forme institutionnalisée, plus aboutie et plus civilisée. Bernstein insiste sur la communauté d'intérêts entre les ouvriers et toutes les autres victimes du capitalisme. Ce qui doit fonder l'action socialiste, c'est « le sentiment de commune humanité et la reconnaissance de l'interdépendance sociale¹² » plutôt que les seuls besoins du prolétariat et l'idée d'un conflit de classes inévitable. D'autre part, le socialisme se définit moins par un état final de la société que par ses idéaux¹³, qui sont ceux de la démocratie : la liberté, l'égalité, l'absence de distinctions de classe. Il s'agit de s'engager dans la construction concrète, par l'action politique et syndicale, d'un ordre social conforme à ces valeurs et principes¹⁴. De la fin des années 1890 à 1914, les débats au sein de l'Internationale sont centrés sur la double question des « pratiques françaises » et de la « querelle bernsteinienne ». Le révisionnisme progresse en France, avec Jaurès (même si ce dernier refuse de choisir entre Bernstein et Kautsky¹⁵), en Italie, avec le courant de Filippo Turati, et devient peu à peu la doctrine de la social-démocratie suédoise, sous l'impulsion de son leader Hjalmar Branting.

L'émergence du programme

L'entre-deux-guerres est la période où le révisionnisme démocratique se traduit en véritable programme politique, à l'heure où de nouveaux pays accèdent à la démocratie et où celle-ci, comme le capitalisme, est mise à l'épreuve par la crise de 1929. Berman soutient que les deux catégories qui caractérisent à ses yeux la social-démocratie, la primauté du politique et l'idée de solidarité, sont essentielles pour comprendre la dynamique idéologique de cette période. En effet, ces deux piliers sont également revendiqués, sur un mode anti-démocratique, par les fascismes et les mouvements nationalistes de droite. La réaction anti-Lumières de la fin du siècle a aussi vu naître un « révisionnisme révolutionnaire » dans la lignée de Georges Sorel. Il rejette tout autant la passivité du marxisme orthodoxe, mais dirige ses critiques contre le libéralisme et la démocratie plutôt que le capitalisme en tant que système économique, et remplace vite le prolétariat par la nation comme vecteur de la révolution. Ce courant irrigue à la fois une partie de la gauche et une droite qui revendique bientôt son propre « socialisme national », constituant ainsi un élément décisif de la

synthèse fasciste¹⁶. Les mouvements fascistes appellent eux aussi à un renouveau communautaire et à la soumission des forces du marché aux besoins de la nation par le contrôle étatique.

De ce point de vue, les fascismes et la social-démocratie naissante se disputent le même terrain. Chez Bernstein et Jaurès, la foi en la démocratie et en la possibilité de coopération entre les diverses composantes de la société aboutissait à une redécouverte de la nation, contre l'idée selon laquelle le prolétariat n'avait pas de patrie. Après le premier conflit mondial et avec la crise, le besoin de solidarité et la force de l'idée de « communauté nationale » deviennent incontournables. Les héritiers du révisionnisme entendent prendre en compte cette nouvelle donne. En 1928, le leader du SAP suédois, Per Albin Hansson, ne s'adresse plus à la seule classe ouvrière mais à toute la nation, décrivant le projet de société de la social-démocratie comme la « maison du peuple » (folkhemmet) : « dans un bon foyer, il y a de l'égalité, de la coopération et de l'entraide. [...] La société suédoise n'est pas encore la maison du peuple. » Le concept, emprunté en réalité à la droite nationaliste¹⁷, prive celle-ci d'arguments et la social-démocratie parvient à incarner elle-même l'intérêt national. C'est donc en tant que « parti du peuple », s'appuyant sur un compromis avec la paysannerie et un arsenal de politiques proto-keynésiennes de lutte contre la crise, que le SAP arrive au pouvoir en 1932 - avec le succès et la pérennité que l'on sait. Après avoir porté la transition vers la démocratie, la social-démocratie suédoise est parvenue à ancrer fermement celle-ci dans une période pourtant troublée. Ce n'est pas le cas du SPD allemand, principal soutien d'un régime démocratique auquel il n'accorde, dans sa doctrine, aucun rôle significatif. La social-démocratie allemande est sans programme pour lutter contre la crise - face à laquelle l'orthodoxie n'a rien d'autre à offrir que l'inaction - et abandonne à l'extrême-droite les catégories non ouvrières qui en sont aussi les victimes. Pour Berman, l'idéologie explique en partie son impuissance à endiguer la montée du nazisme.

En Europe continentale, les « formes intermédiaires » entre le capitalisme et le socialisme sont ainsi rejetées, au nom de l'orthodoxie - que la concurrence du communisme encourage à maintenir. Pourtant, l'alternative social-démocrate se développe. En 1931, un groupe soutenu par le mouvement syndical propose au SPD, sans succès, le « plan WTB18 », une stratégie anti-crise fondée sur la stimulation de la demande et un programme de travaux d'utilité sociale. Mais l'initiative qui a le plus d'impact est celle du dirigeant socialiste belge Hendrik de Man, qui publie en 1933 son Plan du travail. Les ingrédients sont déjà caractéristiques du programme social-démocrate de l'après-guerre : mesures anti-crise de court terme (stimulation de la demande et du crédit, grands travaux...), planification à long terme au cœur même d'un système capitaliste, et construction d'une économie mixte. Le « planisme » se veut une nouvelle forme de socialisme, alternative à la propriété collective des moyens de production. Adoptée par les socialistes belges, hollandais et suisses, cette approche est également soutenue par la CGT réformiste et les « néosocialistes » français autour de Marcel Déat. Ce groupe, exclu de la SFIO en 1933 à la suite de ses velléités de soutien à des gouvernements bourgeois, prône face au danger fasciste la participation gouvernementale et l'intervention de l'état dans l'économie. Il entend aussi s'adresser à la nation tout entière, non sans ambiguïtés¹⁹. Léon Blum maintient l'orthodoxie même s'il en vient peu après à la stratégie du Front populaire, dont l'expérience réformiste, à la différence des idées précédentes, n'est pas pensée dans un projet de réalisation du socialisme²⁰.

Du triomphe de l'après-guerre à la crise

L'après-guerre est interprété par Sheri Berman comme le triomphe des idées développées par les sociaux-démocrates durant la première moitié du siècle. Partout en Europe occidentale, des objectifs sociaux définis démocratiquement priment sur les forces du marché, soumises au contrôle de l'état. De nouvelles institutions sont édifiées pour assurer la solidarité nationale. En France, un consensus se met en place autour du keynésianisme, de la planification et de la sécurité sociale. En Allemagne, on assiste bientôt à la naissance de « l'économie sociale de marché ». D'une certaine manière, le nouvel ordre formé par l'état-providence, les politiques économiques keynésiennes, le pouvoir managérial et

syndical dans les entreprises, et le poids de l'état dans la vie économique a peu à voir avec le « capitalisme » au sens traditionnel du terme²¹. Dans ce nouveau contexte, les partis socialistes européens font leurs principes et les idées du révisionnisme démocratique : ils deviennent sociaux-démocrates dans les actes, à défaut de toujours adapter leur doctrine (la SFIO de Guy Mollet y reste imperméable, malgré les efforts de Blum²²). La fameuse déclaration de Bad Godesberg en 1959 reprend les arguments révisionnistes classiques²³. Pourtant, la social-démocratie européenne est victime de son succès : elle perd le bénéfice de la paternité de ce qui fait désormais consensus, et finit par perdre de vue ses idéaux. Le manque d'intérêt pour la doctrine va de pair avec l'oubli des impératifs du révisionnisme - ceux de l'adaptation des instruments par la confrontation permanente aux évolutions économiques et sociales. Ainsi, la mondialisation, la crise du keynésianisme et de l'état-providence n'ont pas été l'occasion d'une actualisation, même si la Suède constitue un bon exemple d'adaptation.

Pour Sheri Berman, la social-démocratie contemporaine ne doit pas s'arc-bouter sur les politiques du passé mais redécouvrir ses racines idéologiques et reconstruire un programme fondé sur ses deux piliers : la solidarité sociale et la soumission des forces du marché à des objectifs politiques. Toutefois, l'ambition du livre d'apporter des réponses à la crise actuelle se heurte au caractère flou de ces principes. Ils montrent certes toute leur pertinence dans la description de l'interaction entre la construction d'une idéologie et les évolutions économiques et sociales. Ils sont tout aussi éclairants lorsqu'il s'agit d'analyser des trajectoires individuelles à première vue étranges, comme la défection de certains éminents révisionnistes et planistes de l'entre-deux-guerres vers le fascisme ou la collaboration. Mais ils possèdent précisément une indétermination qui pose problème lorsqu'il s'agit de jeter les bases d'une rénovation. On peut regretter notamment que Berman ne s'appuie pas sur ce qui fait la spécificité de la conception sociale-démocrate de l'état-providence depuis 1945. En effet, des principes et objectifs divers peuvent justifier la primauté accordée à la solidarité et la régulation économique par l'état. La force du modèle scandinave est justement d'avoir mis cette idée au service de la réduction des inégalités sociales, là où d'autres modèles visaient davantage la sécurité et la stabilité des trajectoires individuelles dans une logique corporative et assurantielle²⁴.

Les voies de la rénovation

Pourtant, le travail de Berman met bien en évidence ce qui distingue incontestablement la social-démocratie des autres contestations du marxisme, traçant une frontière nette avec le stalinisme puis les fascismes : l'attachement et la fidélité aux idées libérales, humanistes et démocratiques qui se confondent avec le socialisme même et sont donc considérées comme la finalité de l'action politique. Ce fil relie sans contestation possible Bernstein, Jaurès, Branting, Hansson, etc. Pour Bernstein, si les partis se réclamant du libéralisme ont surtout défendu les intérêts bourgeois, « concernant le libéralisme comme mouvement historique, le socialisme est son héritier légitime, non seulement chronologiquement, mais aussi intellectuellement²⁵ ». De même, pour Carlo Rosselli, théoricien révisionniste proche de Turati, « le socialisme, compris dans son sens fondamental et jugé sur ses résultats - comme le mouvement concret pour l'émancipation du prolétariat - est le libéralisme en action ; il signifie la liberté qui entre dans la vie des pauvres », car il vise l'autonomie économique et l'émancipation nécessaires à l'exercice de la liberté²⁶. La social-démocratie recherche donc moins la solidarité pour elle-même qu'elle ne vise, par la recherche de l'égalité, à mettre la solidarité au service de chaque individu. « Le libéralisme est la force idéale d'inspiration, et le socialisme est la force pratique de réalisation²⁷ ». Ces thèmes suggéreraient une voie différente²⁸ du « communautarisme » qui semble avoir la préférence de Sheri Berman. Elle cite plutôt les travaux de Michael Walzer²⁹ et insiste, dans la lignée de Polanyi, sur l'objectif de placer le plus grand nombre d'aspects possibles de l'activité humaine hors de la domination du marché.

L'un des arguments originaux du livre est de rappeler que la social-démocratie, née de la « première mondialisation », est rendue plus actuelle par la « seconde vague » que connaît notre époque, et non

pas obsolète comme beaucoup le prétendent. Toutefois, Berman estime, de manière désormais fort classique, que le renouveau de la solidarité à l'échelle nationale ne suffit plus et doit s'accompagner de son extension à l'échelle mondiale. Ici encore, insister davantage sur la filiation libérale et universaliste de la social-démocratie pourrait permettre de mieux concevoir cette conciliation. Berman en appelle à la mobilisation et à la démocratisation de l'Union européenne et des institutions de Bretton Woods, afin de redonner un sens à l'idée de « primauté du politique ». Or le « communautarisme national » avec lequel la social-démocratie a toujours eu partie liée fait ici problème. De même, il est source de difficultés lorsqu'il s'agit de s'atteler aux conséquences de l'immigration, qui obligent à repenser la solidarité nationale sous peine de voir prospérer l'extrême droite nationaliste d'un côté et les replis identitaires de l'autre. Berman a raison d'identifier ces questions comme les défis majeurs auxquels est confrontée la social-démocratie contemporaine. Dans cette perspective, la critique de ses aspects nationalistes et communautaires, parfaitement mis en lumière par l'ouvrage, semble incontournable. Le rappel, dans l'ouvrage, des déterminants idéologiques de la dérive fasciste de certains sociaux-démocrates de l'entre-deux-guerres est particulièrement utile, tout comme celui de la part d'ombre de la social-démocratie suédoise (notamment les stérilisations forcées)³⁰.

La démarche de Sheri Berman pose donc des jalons précieux pour une rénovation de l'approche sociale-démocrate. Cependant, il est dommage que les transformations économiques survenues depuis 1945 n'alimentent pas davantage sa réflexion. Tout comme l'idée de « solidarité », le concept de « primauté du politique » demeure imprécis. Du « planisme » au consensus de l'après-guerre, cette revendication masque toujours la conciliation du volontarisme et de l'acceptation de nombreux aspects du capitalisme. La crise de la planification, du keynésianisme et de l'état-providence a montré la part de vérité des critiques orthodoxes sur cette « chimère folle » que constitue l'idée de « réalisations partielles et progressives du socialisme par tranches au sein du capitalisme maintenu³¹ ». Il est difficile de ne pas considérer aujourd'hui que la flexibilité et l'adaptabilité du capitalisme, constatées par Bernstein, ont rattrapé les projets de marche graduelle vers le socialisme. Aussi l'enjeu est-il plutôt de concilier la solidarité et le marché à travers de nouveaux instruments. Même si Berman touche juste lorsqu'elle pointe les déficiences de la « troisième voie » blairiste, il est un peu court de se contenter d'une dénonciation de la priorité qu'elle accorde fréquemment « au marché » au détriment « du politique³² ». S'intéresser de près aux structures économiques et à leurs conséquences sociales semble indispensable à l'heure où le nouveau capitalisme redonne son actualité aux thèses de Karl Polanyi - la force de ses effets de dislocation exigeant la création par le politique de nouvelles formes de solidarité³³. C'était bien là le point de départ du révisionnisme.

1 Sheri Berman, *The Primacy of Politics: Social Democracy and the Making of Europe's 20th Century*, New York, Cambridge University Press, 2006, p. 17.

2 *Ibid.*, p. 6.

3 Karl Polanyi, *La grande transformation*, Paris, Gallimard, 1983.

4 Le mouvement travailliste britannique constitue une exception notable. Pour cette raison, Berman n'inclut pas la Grande-Bretagne dans son étude, malgré le fait que le socialisme non-marxiste de la Fabian Society ait beaucoup influencé Eduard Bernstein et que le Labour abrite une riche tradition révisionniste.

5 Karl Kautsky, *The Class Struggle*, Chicago, Charles Kerr, 1910, p. 119.

6 Voir Suzanne Berger, *Notre première mondialisation*, Paris, Seuil/La République des Idées, 2003.

7 Jaurès joue également un rôle clé, puisqu'il décrit son socialisme comme l'achèvement des idéaux de la Révolution française. Pour lui, « le socialisme n'existerait pas sans les forces mises en mouvement par le capitalisme, [...] mais il n'existerait pas non plus sans la volonté consciente de l'humanité, une soif de liberté et de justice » (études socialistes, rééd. Paris-Genève, 1979, p. 70). Cette synthèse est certes le reflet de la philosophie personnelle de son auteur, mais elle correspond aussi à une volonté de préserver l'unité de la SFIO. Elle est à ce titre loin d'être dépourvue de contradictions.

8 Eduard Bernstein, « La lutte de la social-démocratie et la révolution sociale », *Neue Zeit*, 19 janvier 1898.

9 *Selected Writings of Eduard Bernstein*, New Jersey, Humanities Press, 1996, p. 77.

10 Eduard Bernstein, *The Preconditions of Socialism*, New York, Cambridge University Press, 1993, p. 61 (Les présupposés du socialisme, Paris, Seuil, 1974).

11 *Ibid.*, p. 142.

12 *Selected Writings of Eduard Bernstein*, op. cit., p. 152.

13 «Ce qui attire vers le socialisme est l'aspiration vers un ordre social plus efficace et plus équitable » (Eduard Bernstein, *The Preconditions of Socialism*, op. cit., p. 13)

14 C'est ainsi qu'il faut interpréter la fameuse proclamation « la fin n'est rien et le mouvement est tout », souvent mal comprise, et maintes fois instrumentalisée par les adversaires de Bernstein.

15 Dans *Que Faire ?*, Lénine dira que les Français ont « mis le bernsteinisme en pratique ».

16 Voir Zeev Sternhell, Mario Sznajder et Maia Asheri, *Naissance de l'idéologie fasciste*, Paris, Fayard, 1989.

17 Le terme a en réalité été forgé par Rudolf Kjellén, un nationaliste anti-libéral qui accusait les socialistes de diviser la société et de travailler contre l'intérêt national.

18 Ce plan porte le nom de ses concepteurs, Wladimir Woytinsky, Fritz Tarnow et Fritz Baade. Le premier, un émigré russe devenu syndicaliste, se réfugiera aux états-Unis après 1933 et contribuera à la mise en place du New Deal. Gregor Strasser qualifie le plan WTB de « bonne idée » et s'en inspire pour le programme du NSDAP.

19 Adrien Marquet lance le slogan « Ordre, Autorité, Nation », à propos duquel Léon Blum se déclare « épouvanté ».

20 C'est la fameuse distinction entre « l'exercice du pouvoir » et la « conquête du pouvoir ». D'autre part, malgré l'importance de l'œuvre réformatrice du Front populaire, on peut comparer, par exemple, le caractère proto-keynésien des idées « planistes » et le conservatisme budgétaire et monétaire de Blum à cette époque (voir Pierre Rosanvallon, « Histoire des Idées keynésiennes en France », *Revue française d'économie*, vol. 2, n° 4, automne 1987).

21 C'est l'idée que défend en 1956 le révisionniste « gaitskellien » Anthony Crosland dans *The Future of Socialism*, Londres, Cape, 1956.

22 On peut d'ailleurs se demander si le poids de la controverse « néosocialiste » dans les débats de la SFIO des années 1930, et l'opprobre jetée sur ce courant à la Libération, n'explique pas en partie le refus constant du socialisme français de théoriser sa pratique politique réelle.

23 La déclaration affirme la vocation du SPD à « être un parti de tout le peuple », qui « lutte pour un mode de vie conforme » à des « principes moraux » que ses membres ont en commun, au premier rang desquels « la liberté et la justice » (cité dans Sheri Berman, op. cit., pp. 190-191).

24 Voir Gosta Esping-Andersen, *Les trois mondes de l'état-providence*, Paris, PUF, 1999.

25 Eduard Bernstein, *The Preconditions of Socialism*, op. cit., p. 147.

26 Cité par Berman, op. cit., pp. 107-178. (Carlo Rosselli, *Liberal Socialism*, Princeton, Princeton University Press, 1994, pp. 86-87).

27 Ibid.

28 On peut penser à l'œuvre de John Rawls (*A Theory Of Justice*, revised edition, Oxford, Oxford University Press, 1999). Hansson définit d'ailleurs l'idéal social-démocrate d'une manière assez rawlsienne, comme « une société d'individus libres et égaux en coopération démocratique, où les ressources communes sont utilisées pour assurer la sécurité et le bien être à tous » (Berman, op. cit., p. 176).

29 Michael Walzer, *Sphères de justice : une défense du pluralisme et de l'égalité*, Paris, Seuil, 1997.

30 Voir Wojtek Kalinowski, « Suède : feux croisés sur la gauche nationale », *La Vie des Idées*, octobre 2004 (consultable sur le site <http://www.repid.com>).

31 Ces paroles sont celles que prononce Paul Faure au congrès de la SFIO de mai 1934. Cité par Alain Bergounioux et Gérard Grunberg dans *L'ambition et le remords. Les socialistes français et le pouvoir (1905-2005)*, Paris, Fayard, 2005, p. 107.

32 En effet, on peut sans doute défendre une large part du bilan des deux premiers mandats de Tony Blair d'un point de vue social-démocrate classique, et il existe de réelles continuités entre la théorie de la « troisième voie » d'Anthony Giddens et la tradition du révisionnisme britannique. Mais l'exclusion de la Grande-Bretagne de son champ d'étude ne permet sans doute pas à Berman de le constater. Sur ces aspects, voir Antoine Colombani, « La troisième voie vers l'égalité ? À propos de *The New Egalitarianism* d'Anthony Giddens et Patrick Diamond », *La Vie des Idées*, septembre 2005. Pour une tentative récente de renouveler l'approche du New Labour à partir de la tradition révisionniste, voir Patrick Diamond, *Equality Now: The Future of Revisionism*, Fabian Society, décembre 2005.

33 Voir par exemple Daniel Cohen, *Trois leçons sur la société post-industrielle*, Seuil/La République des Idées, 2006.

novembre 2006